

Au Niger, les violences des forces de sécurité au nom de la lutte antiterroriste

PAR MOUSSA AKSAR

ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 15 SEPTEMBRE 2021



© Photo Philippe Desmazes / AFP

En septembre 2020, l'opinion publique nigérienne découvrait que ses propres forces de sécurité se sont rendues coupables de massacres de population civile à Inatès, dans le nord du pays. Du matériel fourni par les Européens aurait pu être utilisé.

Niamey (Niger). – Le soleil frappe fort en ce samedi 28 mars 2020. Ghumrane Almainoune, 40 ans, est de retour dans son petit village dans la région de Tillabéri, à l'ouest du Niger. L'homme, plutôt robuste, un visage rond souligné de larges pommettes, vit depuis quelques années dans la tentaculaire capitale du Nigeria, Abuja. Il y travaille comme gardien d'immeuble. Ghumrane est là pour se marier, une seconde fois. C'est un signe de prestige dans la communauté touarègue.

Mais la joie est de courte durée. Parti acheter des moutons au marché d'Ayourou, à quelques heures de voyage du village, le fils prodigue ne revient pas. Sa disparition est suivie d'autres. Entre le 28 mars et 2 avril 2020, des dizaines de jeunes hommes se volatilisent. Une liste de 102 disparus est rapidement dressée par la municipalité d'Inatès, principale localité du coin, avant de circuler sur WhatsApp.

Quelques jours plus tard, elle atterrit dans un bureau sombre de la Commission nationale pour les droits humains (CNDH), dans la capitale Niamey, 200 kilomètres au sud-ouest. Le nom de Ghumrane Almainoune y figure. Il porte le numéro 33.



Des forces de l'armée nigérienne près de la ville de Malam Fatori, le 3 avril 2015, après que la ville du nord-est du Nigeria a été reprise à Boko Haram. © Photo Philippe Desmazes / AFP

En septembre 2020, après des mois d'enquête, l'autorité administrative indépendante livre un rapport accablant. Sur 136 personnes disparues dans la zone entre fin mars et début avril 2020, 71 ont été retrouvées dans six fosses communes, les yeux bandés et les poignets entravés avec du tissu et des signes de «polytraumatisme dû aux coups par armes blanches et armes à feu», selon les médecins légistes.

Aucune trace des 65 personnes restantes, dont Ghumrane Almainoune. Le verdict de la commission est clair: «Il n'y a aucun doute que les auteurs sont des éléments des Forces de défense et de sécurité du Niger.»

Exactions des forces de sécurité

Dans la foulée, le ministre de la défense du Niger renvoie l'affaire en urgence devant les tribunaux militaires. Plus d'un an après ces événements, plusieurs sources judiciaires contactées par Mediapart s'inquiètent du *statu quo*. «Le dossier avance tellement doucement qu'on pourrait dire qu'il est immobile», ironise un magistrat nigérien. Au grand dam des familles.

«Les soldats étaient censés le protéger et pourtant ils nous l'ont arraché», dénonce un parent de Ghumrane. Au lendemain des faits, il était parti le chercher dans plusieurs bases militaires, stations de police ou tribunaux alentour. En vain.

Le massacre d’Inatès a marqué une rupture pour l’opinion publique nigérienne. Pour la première fois, les violences commises par des forces de sécurité ont été mises en lumière par des sources officielles. Le dossier est également source de malaise pour les partenaires occidentaux de Niamey.

«*Il y a une vraie inquiétude dans les couloirs de la commission sur le fait que du matériel fourni par les Européens aurait pu être utilisé pour des exactions*», raconte un ancien responsable d’Eucap, une mission de l’Union européenne chargée de former policiers et gendarmes locaux, ainsi que de leur apporter une aide matérielle.

Les Occidentaux ont en effet injecté des moyens colossaux pour soutenir les forces de sécurité nigériennes, en première ligne dans la lutte contre les djihadistes de l’État islamique au Grand Sahara ou d’autres miliciens. Pendant plusieurs mois, Mediapart a interrogé l’ensemble des gouvernements partenaires des forces de sécurité au Niger pour estimer l’importance de ce soutien.

Le décompte, partiel, auquel nous aboutissons donne le tournis. En cinq ans, au moins 766 millions d’euros ont été dépensés pour bâtir, équiper et former des unités entières de la gendarmerie, de la police, de l’armée et de la garde nationale. Dans le même temps, du matériel militaire, en masse, a été livré sur place. Parfois donné par les mêmes partenaires, dont la France.

«*On aimerait que ça aille plus vite*», insiste un haut diplomate allemand, à propos du dossier Inatès. Celui-ci soutient que son gouvernement a dû protéger la Commission, face aux fortes pressions du régime. «*Notre coopération sécuritaire, fondée sur l’entraînement des forces spéciales, a un volume considérable. Cela nous donne le droit de demander ce qui se passe*», justifie-t-il.

«*Ces exécutions de civils risquent de rendre vain tout effort de stabilisation, ce qui est le cœur de l’action européenne au Sahel*», renchérit un diplomate italien, en poste à Niamey.

Car, pour le moment, le respect des droits de l’homme reste une vertu cardinale uniquement sur le papier, poursuit ce dernier:«*Même parmi les États du nord de l’Europe, qui se disent très attentifs à ce sujet, il y a une grande timidité.*»

«*Les États européens refusent de conditionner effectivement leur soutien au respect des droits humains, dans la crainte de perdre de l’influence, face aux États-Unis mais surtout à la Russie, nouvel acteur de la région*», avance Jair Van Der Lijn, chercheur du Stockholm International Peace Research Institute.

Interrogés à ce sujet, plusieurs fonctionnaires européens se cachent, quant à eux, derrière les formations en droits humains, dispensées par la mission Eucap Sahel aux forces de sécurité nigériennes. Ou le «*Mécanisme d’identification, de suivi et d’analyse des dommages causés aux civils*», adopté par la force conjointe du G5 Sahel, début 2021. Ce dernier devait permettre d’engager une discussion sur la question des droits humains avec les soldats locaux. Sa mise en œuvre a été ralentie par la France, explique un fonctionnaire du G5 Sahel, qui requiert l’anonymat. Selon lui, Paris «*craignait que ses propres soldats puissent être dans le viseur*».

Des abus quotidiens

Dans le même temps, la situation sur le terrain et les orientations stratégiques de l’intervention militaire au Sahel ne font qu’envenimer les choses. Plusieurs observateurs, interrogés par Mediapart, fonctionnaires des Nations unies ou diplomates européens, lient en effet les violences commises dans la région de Tillabéri avec «*la nouvelle architecture de sécurité pour le Sahel*», présentée à l’issue du sommet de Pau de janvier 2020, qui regroupait les pays du G5 Sahel et la France.

Sous l’impulsion de Paris, il a été décidé que les forces nigériennes allaient abandonner les zones frontalières avec le Mali, où elles étaient constamment ciblées, pour conduire des opérations mobiles. Symbole de cette nouvelle approche? L’opération Almahaou, «*tourbillon*» en langue zarma. La troupe nigérienne,

jusqu'à 2500 soldats mobilisés, dont le mandat est de lutter contre le terrorisme, est lourdement équipée et dotée de moyens avancés, dont des blindés français.

Selon plusieurs représentants des communautés de la région de Tillabéri, rencontrés sur place, mais aussi pour des enquêteurs de la CNDH, ce serait du côté de cette opération qu'il faudrait regarder pour comprendre ce qui s'est passé à Inatès. *«Almahaou a été conçu pour faire du nettoyage, à tout prix»*, confie un des magistrats de la Commission nationale des droits humains.

Violence de faible intensité

«Il y a beaucoup d'exécutions extrajudiciaires dont on ne parle pas», alerte de son côté le dirigeant d'une organisation humanitaire internationale. L'homme met également le doigt sur un autre sujet: l'exode de nombreuses populations installées dans la zone des trois frontières (Mali, Burkina Faso, Niger). *«Ce déplacement forcé est produit par les autorités. Ils cherchent à vider des zones frontalières.»* D'après le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR), la région comptait 50000 déplacés en 2019. Ils sont aujourd'hui 130000.

«On a parlé de ces violences, car il s'agissait de centaines de personnes, mais il y a plein de choses qui se passent chaque jour dans cette brousse, dans l'indifférence des partenaires occidentaux du Niger», confie un représentant de la communauté peule, parmi les plus touchées par le conflit.

Depuis des mois, l'homme liste les disparitions suspectes dans la région de Tillabéri, un peu à la manière de ce qui s'était fait pour Inatès. Selon lui, ils

seraient 157 à avoir été tués ou à être portés disparus entre octobre 2019 et mai 2020. Un bilan cohérent avec celui de l'ONG Human Rights Watch, qui évoquait récemment 185 civils tués par des soldats nigériens entre octobre 2019 et avril 2021.

«Dans la région, les principaux terroristes, ce ne sont pas les djihadistes mais les forces de sécurité locales, aidées par les Européens», s'alarme un consultant qui travaille au Sahel. *«Certains membres de la hiérarchie militaire sont protégés et cette impunité fait le jeu des djihadistes»*, avance, de son côté, un magistrat nigérien. La Cour pénale internationale est, selon lui, la seule solution pour faire cesser les massacres. *«Quand elle va se saisir de ces dossiers, cela deviendra un vrai problème pour le régime.»*

Boite noire

Cette enquête a reçu le soutien financier de Money Trail, un programme de Journalismfund.eu, une organisation à but non lucratif qui s'est donné l'objectif de promouvoir les projets d'investigation indépendante à travers toute l'Europe.

money
trail



Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.